

Chacune, chacun d'entre vous, bonjour et solidarité.

Ainsi, les jours passent et tout ce qui avait été construit patiemment, se fissure, se casse, va même jusqu'à disparaître. Le patrimoine dans sa diversité, le spectacle vivant dans son pluralisme, sont en danger. Faute de crédits suffisants, faute de personnels, faute de temps donné au traitement du témoignage du temps, faute du bouquet de libertés qu'exige la création, « luxe de l'inaccoutumance », faute de négociations, plus généralement de considération et de reconnaissance du travail humain, faute du respect des métiers, faute de transparence, faute d'organisation devenue trop petite pour ceux qui travaillent.

Comment ne pas voir ou entendre les malaises qui se répandent chez ceux qui s'entêtent à travailler correctement, et récusent la contrainte du ni fait ni à faire, les souffrances qui entament ceux à qui une partie de leurs activités est empêchée, les colères de la fonction publique culturelle et artistique, dont les membres ne retrouvent plus leur métier dans ce qu'ils font, sur toute la palette de leurs responsabilités.

La RGPP est devenue la grande tondeuse des services publics. Le président de la République se considère comme le grand éducateur et agit en covoiturage avec les grandes affaires, et « *nous inflige des désirs qui nous affligent* ». Le ministère de la Culture renonce à être le grand intercesseur entre les artistes et les citoyens. Il répond de moins en moins quand on sonne à sa porte, occupé qu'il est, en duo avec l'Elysée, à nommer, dénommer, renommer, dans tous les domaines. Il a perdu son pouvoir d'illuminer. Les collectivités territoriales, dont leur grand rôle est devenu immense en culture et

en art, voit leurs finances brutalisées par Bercy. L'éducation artistique, grande initiatrice pour l'enfance et la jeunesse est rabougrie par le pouvoir, sans arguments audibles. Les œuvres, ces grandes créations téméraires, qui naissent et ne vivent que dans la liberté, deviennent la proie des industries culturelles financiarisées. L'inaliénabilité des collections publiques, grande pensée historique française, est, malgré le rapport Rigaud, de nouveau remise en cause. Les grands promoteurs des nouvelles technologies, accaparés par *Google, Apple, Amazon et Microsoft*, galvaudent le droit d'auteur, et méprisent les citoyens, qu'ils réduisent à n'être que des consommateurs. De grandes industries culturelles et, dans la foulée, malheureusement, des services publics, sont tellement livrés à la performance, qu'ils en arrivent à ôter à leurs personnels des capacités de respiration et de symbolisation. L'Europe, proclamée comme source de grand avenir, s'est attribuée quantité de pouvoirs culturels, régis selon la règle de la concurrence « non libre » et « très faussée. » L'omnipotente OMC et l'indécise UNESCO, grandes machines internationales, ont des rapports ambigus qui nuisent à la diversité culturelle.

Tout cela est intolérable et donne l'impression qu'en haut lieu, beaucoup des hommes et des femmes de vos métiers, sont traités comme s'ils étaient en trop dans la société, et conviés à avoir honte de la part de ceux qui les ont honteusement précarisés. L'allure de vos vies est piétinée, alors que le Préambule de la Déclaration des droits de l'Homme de 1948 dit : « *Tous les membres de la famille humaine possèdent une dignité inhérente.* »

Certes, et c'est à saluer profondément, vous êtes sous différentes formes, mobilisés, et vos actions atteignent les méfaits gouvernementaux. Pour me limiter au temps tout proche, vous n'êtes pas pour rien dans la suspension de la vente du ministère de la Marine, dans la contestation d'installer aux Archives nationales un musée de l'Histoire sarkozyste, dans l'autodissolution silencieuse de l'inénarrable Conseil de la création artistique, dans le vote unanime du Parlement sur le prix unique du livre numérique et son

extraterritorialité, ou encore dans la préemption par l'Etat des écrits de Robespierre, l'Incorruptible.

Mais, vous le savez mieux que quiconque, il faut aller bien au-delà, face au déferlement du grand retournement ultralibéral. Quelques pistes, voulez-vous :

- Stopper pour les redéfinir, les réformes déstabilisantes des grandes branches du patrimoine ;
- Préparer une loi sur le soutien à la création artistique dans son pluralisme notamment celle de la jeunesse ;
- Régler - les intéressés enragent d'attendre - les problèmes de l'intermittence ;
- En finir avec l'augmentation constante des précaires, des vacataires, et des fonctions externalisées ;
- Bloquer le recours de plus en plus fréquent au partenariat public/privé dans l'investissement culturel ;
- S'attaquer enfin à la maladie du travail ;
- Trouver dans la réalité actuelle l'inscription de l'imaginaire et de la création, éléments décisifs dans le malaise du monde ;
- La politique actuelle chiffre obsessionnellement, compte autoritairement, alors que les artistes et écrivains déchiffrent et content. Ne laissons pas exterminer cette singularité historique ;
- Les artistes et les écrivains demandent que soit reconsidérée la notion d'industries culturelles, qui ne doivent plus marcher à l'horloge, et cesser d'être frelon profitant des abeilles ;
- Il faut favoriser l'usage démocratique des nouvelles technologies, mais aussi les maîtriser et explorer le « *nouveau Nouveau monde* » qu'elles constituent ;

- Organisons, au niveau européen, un pool des télévisions publiques, dans le cadre d'une responsabilité publique internationale, qui n'oublie pas que c'est une question d' « *intérêt public* » et non de « *balance des intérêts* » ;
- Il y a urgence à réformer la fiscalité culturelle et artistique, en France, et à l'harmoniser au niveau européen ;
- Il faut défendre le droit d'auteur, au-delà de sa rémunération, et garantir l'incontournable droit moral ;
- Ne nous laissons pas diviser. Face à nos redoutables cliveurs, sachons nous distinguer, mais en même temps nous relier ;
- Favorisons toutes les mêlées des cultures du monde, n'ayons pas de retard d'avenir, accomplissons-nous, c'est le chemin de l'émancipation.

J'en terminerai en vous saluant une nouvelle fois, en souhaitant que vous preniez rendez-vous dans tous les lieux connus ou inconnus, où il y a un devoir pour tout de suite et pour les élections présidentielles, à définir une politique culturelle, qui « *sans cesse recharge le sens de la vie* », comme dit Bernard Noël.

Allons donc, ne nous contentons pas de « *juré fidélité* ». Comme le dit Jacques Rancière, « *s'émanciper, ce n'est pas faire sécession, c'est s'affirmer comme copartageant d'un monde commun... Le chemin étroit de l'émancipation passe entre l'acquiescement au monde séparé et l'illusion du consensus.* »